



A la gare de Berne. La crainte de la saturation des infrastructures pourrait peser dans la balance lors du vote. (7 MARS 2023/GAETAN BALLY/KEYSTONE)

«Pas de Suisse à 10 millions!»: la base PLR penche vers l'UDC

VOTATION L'UDC et son initiative pour freiner la croissance démographique sortiraient gagnantes le 14 juin, selon un premier sondage de Tamedia. Un signal d'alarme pour les milieux économiques. Certains pressent le PLR de réagir, sa base pouvant être tentée par l'initiative

FANNY SCUDERI, BERNE

«Un signal d'alarme très fort», selon les milieux économiques: le premier sondage de Tamedia (29 avril) donne l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!» de l'Union démocratique du centre gagnante (52% de oui, 46% de non). Un score néanmoins appelé à évoluer.

Si la base UDC suit son parti, celle du Parti libéral-radical soutient aussi le texte (54% contre 42%), de quoi surprendre Nadine Gobet, conseillère nationale PLR. La Fribourgeoise dirige également la Fédération patronale et économique. Dans les pas perdus à Berne, elle fait part de son inquiétude face à ces résultats. «C'est un signal que l'on doit se mobiliser pour expliquer à notre électorat les enjeux dans tous les domaines de la vie et faire de la vulgarisation», réagit-elle. Les sections cantonales du PLR prennent peu à peu position. Neuf d'entre elles déjà appellent au rejet de l'initiative et cela pourrait avoir un effet sur la base.

Un problème de communication au PLR?

«La campagne vient de commencer, relève Nadine Gobet. L'enjeu est d'expliquer à chacun les conséquences d'un «oui»: avec la fin des accords bilatéraux, les employeurs n'auront plus accès à de la main-d'œuvre suffisante pour compléter la main-d'œuvre locale. Il y aura moins de cotisants à l'AVS, moins de soi-

gnants, moins de personnel dans un EMS, donc une moins bonne prise en charge.» Elle souligne qu'en cas de dénonciation des Accords de Schengen, «nous n'aurons plus accès aux bases de données européennes, pourtant essentielles au travail des forces de l'ordre. La sécurité de la population ne serait plus assurée.»

De son côté, Philippe Miauton, directeur de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, reste confiant. «Nous savions, dès le départ, qu'une large partie de la population ressent la saturation des infrastructures. C'est le

«Il y aura moins de cotisants à l'AVS, moins de soignants, moins de personnel dans un EMS, donc une moins bonne prise en charge»

NADINE GOBET, CONSEILLÈRE NATIONALE (PLR/FR)

début de la campagne et nous devons continuer à informer les électeurs sur les conséquences négatives pour l'économie et l'emploi.» Quant aux votants libéraux-radicaux séduits par le texte, là aussi Philippe Miauton, également député PLR au Grand Conseil vaudois, se montre pragmatique: «Le PLR, en tant que leader de la campagne, est le mieux placé pour parler à sa base.»

Dans un tout autre registre, Ivan Slatkine, président de la Fédération des entreprises romandes – Genève, se montre encore plus inquiet. «Ses pro-

pos sont extrêmement simplistes. Il faut faire une campagne pédagogique, montrer les implications derrière. Ce sondage renforce notre conviction qu'il faut battre le fer et mener la campagne.»

Il s'inquiète que la base du PLR, «qui mène la campagne», puisse être séduite. «Cela indique que ce parti a un problème de communication. Cela signifie-t-il que certains PLR n'ont pas le courage de tenir leur ligne libérale? A un an des élections fédérales, c'est alarmant.» Il perçoit un clivage géographique. Selon le sondage, la Suisse romande rejeterait du bout des lèvres le texte (à 50%), la Suisse alémanique et le Tessin l'accepteraient par 54 et 53%. «Du côté de la Suisse romande, j'ai le sentiment que le PLR et les milieux économiques travaillent de manière coordonnée. Mais de l'autre côté de la Sarine, quelque chose cloche. Les partis politiques doivent reprendre les choses en main et s'engager.»

«C'est le début de la campagne»

Vice-président du PLR Suisse, le conseiller national Cyril Aellen n'est pas surpris par l'attrait de ses sympathisants pour l'initiative: «Notre électorat subit aussi les conséquences de la croissance démographique en matière de logement, par exemple. La base du PLR est aussi populaire. La surcharge des infrastructures est une réalité qui touche durement la population. La balayer ne sert à rien.»

Pour autant, les dés ne sont pas jetés: «C'est le début de la campagne. Si on est libéral, attaché à la sécurité de notre pays, il faut s'engager fermement contre l'initiative et défendre nos solutions pour répondre aux inquiétudes des votants et démontrer les dangers de cette initiative», insiste le Genevois. Verdict le 14 juin. ■